



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Rennes, le 09/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SYSEM (Syndicat de traitement des déchets)**

14 avenue Paul Duplaix - ZI du Prat  
56000 Vannes

Références : -

Code AIOT : 0005516706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement SYSEM (Syndicat de traitement des déchets) implanté ZI du Prat 19 rue Stanislas Dupuy de Lome 56000 Vannes. L'inspection a été annoncée le 25/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les installations ont fait l'objet de travaux de modernisation qui sont maintenant achevés. L'inspection avait notamment pour but de contrôler certaines prescriptions suite aux évolutions apportées notamment en matière de réduction des nuisances olfactives.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYSEM (Syndicat de traitement des déchets)
- ZI du Prat 19 rue Stanislas Dupuy de Lome 56000 Vannes
- Code AIOT : 0005516706

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYSEM, située rue Dupuy de Lôme - ZI du Prat, sur la commune de Vannes, est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 avril 2010 modifié à exploiter une installation de valorisation organique par méthanisation et compostage.

L'établissement réalise les activités suivantes :

- prétraitement mécano-biologique avec méthanisation et compostage de la fraction fermentescible des OMR,
- valorisation électrique et thermique du biogaz de méthanisation,
- production de compost normé.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Odeurs            | AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4.2.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|-------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Zone de chalandise                  | AP Complémentaire du 22/04/2021, article 2-4     | Sans objet        |
| 2  | Registre des entrées des déchets    | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1      | Sans objet        |
| 3  | Registre des sorties des déchets    | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1      | Sans objet        |
| 4  | Déchets traités par l'établissement | Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 3.1.2. | Sans objet        |
| 6  | Odeurs                              | AP Complémentaire du 22/04/2021, article 2-6     | Sans objet        |
| 7  | rejets atmosphériques               | AP Complémentaire du 20/06/2016, article 5       | Sans objet        |
| 8  | rejets atmosphériques               | AP Complémentaire du 20/06/2016, article 6       | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de modernisation permettent de réduire les nuisances olfactives par la mise en œuvre

d'une gestion des odeurs au plus près des émissions et la mise en place d'unités de désodorisation complémentaire. Les unités de désodorisation font l'objet d'un suivi et contrôle régulier. Les valeurs d'émissions prescrites dans l'arrêté ne semblent cependant pas atteignables. L'exploitant doit justifier que malgré le non respect de la valeur limite d'émission d'odeur indiquée dans l'arrêté préfectoral, les odeurs générées par le site n'entraînent pas de nuisances à proximité du site. La démonstration devra s'appuyer sur des mesures d'odeurs hors site pour justifier de l'absence de nuisances.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone de chalandise

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/2021, article 2-4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone de Chalandise                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'origine des déchets a pour aire géographique Questembert communauté, la communauté de communes Arc Sud Bretagne, et Golfe du Morbihan Vannes Agglomération.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a analysé le registre des déchets entrants. Les déchets accueillis par l'installation proviennent du territoire de Questembert communauté, de la communauté de commune Arc Sud Bretagne et de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération.<br>L'exploitant a indiqué que dans de rares cas, il avait été amené à prendre en charge des déchets d'autres collectivités de Bretagne dans le cadre de coopérations en raison de l'arrêt non programmé d'unités de valorisation énergétique. Il a indiqué prévenir systématiquement la DREAL en cas d'apport exceptionnel de ce type. L'acceptation de déchets sur le territoire breton est possible selon la rédaction de la prescription associée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 2 : Registre des entrées des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.<br>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :<br>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :<br>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;<br>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :<br>- la dénomination usuelle du déchet ;<br>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> </ul> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> </ul> <p>(...)</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un registre extrait du pont bascule. Ce registre regroupe les informations sur les déchets entrants et sortants.</p> <p>Les déchets entrants sont de trois sortes : les ordures ménagères résiduelles (OMR), les biodéchets triés à la source, le structurant (déchets végétaux broyés) qui permet de favoriser le compostage. L'établissement expéditeur des déchets est identifié. Il s'agit de collectivités pour ce qui concerne les OMR et biodéchets.</p> <p>Pour les structurants, ceux-ci proviennent d'une installation du SYSEM.</p> <p>Le registre ne comporte pas les adresses des établissements expéditeurs mais celui-ci est identifié dans la colonne "tiers" et le numéro de SIRET associé est indiqué. Étant donné que les noms des sites expédiant les déchets sont identifiés dans le registre et que les sites correspondent à des installations exploitées par le SYSEM, l'absence d'adresse formellement reprise dans le registre ne remet pas en cause la traçabilité des déchets entrants sur l'installation.</p>                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 3 : Registre des sorties des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>(...)</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>(...)</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets sortants de l'installation sont constitués principalement de déchets issus du tri des ordures ménagères, à savoir des déchets valorisables (ex métaux) et des déchets non valorisables (refus).</p> <p>Le registre présenté contient les informations nécessaires pour assurer la traçabilité des déchets sortants.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 4 : Déchets traités par l'établissement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 3.1.2.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nature des déchets admis dans l'installation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Seuls sont admis dans l'établissement les déchets ménagers et assimilés.</p> <p>Selon la liste de l'annexe II de l'article L541-8 du code de l'environnement, ces déchets doivent appartenir aux catégories suivantes :</p> <p>Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industriels et des administrations), y compris les fractions collectées séparément.</p> <p><b>Fraction collectées séparément :</b></p> <p>20 01 08 Déchets de cuisine et de cantine biodégradables</p> |

Déchets de jardins et de parcs (y compris déchets de cimetière)

20 02 01 Déchets biodégradables

Autres déchets municipaux

20 03 01 Déchets municipaux en mélange

20 03 02 Déchets de marché

20 03 03 Déchets de nettoyage des rues

20 03 99 Déchets municipaux non spécifiés ailleurs.

**Constats :**

Les déchets pris en charge dans l'établissement sont principalement les ordures ménagères des 3 communautés de communes prévues dans l'arrêté ainsi que les déchets assimilables apportés par des collecteurs privés (ex cantines scolaires, restaurateurs...).

Les biodéchets sont également traités sur site par compostage. Il s'agit de biodéchets issus de la collecte sélective.

Le site prend également en charge des déchets verts qui arrivent sous forme broyée et qui servent de structurant pour faciliter le compostage des matières fermentescibles (biodéchets et fraction fermentescible des ordures ménagères).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Odeurs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4.2.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, mesure rejets odeurs

**Prescription contrôlée :**

Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude d'impact, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissement recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 % . Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

Pour respecter cet objectif, les rejets seront effectués selon les conditions suivantes

| Paramètre                              | U n i t é<br>désodorisa<br>t i o n<br>principale | H a l l<br>stockage<br>compost                | H a l l<br>réception<br>et tri                | H a l l<br>affinage                           | M o t e u r<br>cogénération                   | Biofiltre<br>sous hall<br>d e<br>réception    |
|----------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| N i v e a u<br>d'odeurs<br>g l o b a l | = 400 10 <sup>6</sup><br>UOE/h (au<br>global)    | = 400 10 <sup>6</sup><br>UOE/h (au<br>global) | = 400 10 <sup>6</sup><br>UOE/h (au<br>global) | = 400 10 <sup>6</sup><br>UOE/h (au<br>global) | = 400 10 <sup>6</sup><br>UOE/h (au<br>global) | = 400 10 <sup>6</sup><br>UOE/h (au<br>global) |

|                                                                         |         |         |         |         |         |         |
|-------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| g l o b a l<br>généralisé par<br>les points<br>d'émission<br>identifiés | global) | global) | global) | global) | global) | global) |
|-------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|

**Constats :**

L'exploitant a indiqué ne plus faire de mesure d'odeur en sortie de moteur de cogénération depuis plusieurs années. Cette mesure est prévue dans la prescription applicable au site.

Concernant les autres points d'émissions, tous sont pourvus d'une unité de désodorisation. Certaines de ces unités sont récentes et ont été installées dans le cadre de la modernisation du site. Des mesures d'odeurs ont été réalisées. Le process de tri (bio réacteur stabilisateur) est, suite aux travaux de modernisation, entièrement fermé pour limiter les odeurs et filtrer ainsi les odeurs au plus près du process.

L'exploitant a présenté les derniers résultats de mesures d'odeur. Ceux-ci mettent en évidence un dépassement de la VLE qui est fixée à 400 10<sup>6</sup> UOE/h. Les valeurs étaient respectivement de 832 et 551 10<sup>6</sup> UOE/h sur les mesures du 8-9 octobre 2025 et du 23 juillet 2025. L'exploitant indique que la valeur limite d'émission n'est pas atteignable notamment du fait que les filtres sont eux-mêmes émetteurs d'odeurs (odeur de bois de pin). Afin de juger de la performance des biofiltres, l'exploitant a procédé à des mesures en amont et en aval des biofiltres. les résultats obtenus présentent un taux d'abattement de 99 % permettant de démontrer l'efficacité des biofiltres. L'exploitant a indiqué que des mesures d'émissions diffuses à proximité du site venaient d'être réalisées et qu'une campagne spécifique pour comparer l'état des lieux avant travaux et après travaux en terme d'odeur était prévue prochainement. L'inspectrice n'a détectée aucune odeur à l'extérieur de l'établissement le jour de la visite. L'exploitant a indiqué que depuis la mise en service de l'unité modernisée aucune plainte n'avait été reçue.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit apporter les arguments notamment au regard des campagnes d'émissions diffuses pour demander l'adaptation de la VLE à l'objectif d'absence de nuisances olfactives dans l'entourage du site.

Si l'exploitant ne souhaite pas réaliser de mesure d'odeur à la sortie du moteur de cogénération tel que prévu dans la rédaction actuelle de l'arrêté, il conviendra de réaliser un porter à connaissance pour justifier que le rejet en sortie de moteur de cogénération n'engendre pas de problématique d'odeur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

**N° 6 : Odeurs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/04/2021, article 2-6

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques en sortie d'unité de désodorisation

**Prescription contrôlée :**

Pour les 5 unités de désodorisation de l'air (Unité de désodorisation principale, Unité de désodorisation du hall de stockage du compost, Unité de désodorisation du hall de réception et de tri, Unité de désodorisation du hall d'affinage, Unité de désodorisation sous le hall de réception), les rejets canalisés à l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de :

- 5 mg/Nm d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 gh,
- 50 mg/Nm° d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h.

**Constats :**

Les résultats d'analyses du rapport de mesures des 8 et 9 octobres sont conformes aux valeurs limites pour les 5 unités de désodorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/06/2016, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, valeur limites de rejets

**Prescription contrôlée :**

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

| Paramètre                                     | Conduit n°1 Cogénération<br>Concentration en mg/Nm <sup>3</sup> |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Poussières                                    | 4                                                               |
| SO <sub>2</sub>                               | 40                                                              |
| NO <sub>x</sub> ou équivalent NO <sub>2</sub> | 100                                                             |
| CO                                            | 450                                                             |
| HAP                                           | 0,1                                                             |
| CH <sub>2</sub> O                             | 15                                                              |

|                                                                                               |                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cadmium (Cd) , Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés                                  | 0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl) |
| Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés                                   | 1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (As + Se + Te)                                        |
| Plomb (Pb) et ses composés                                                                    | 1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb                                                                  |
| Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Etain, Manganèse, Nickel, Vanadium, Zinc et leurs composés | 20 mg/Nm <sup>3</sup>                                                                                |

#### Constats :

L'exploitant a présenté le résultat d'analyses du 4 août 2025. L'ensemble des paramètres a fait l'objet de mesures. Le résultat obtenu montrait un léger dépassement sur le paramètre NOx. Suite à ce résultat l'exploitant a fait appel au prestataire en charge de l'entretien du moteur de cogénération qui a réalisé un réglage permettant de revenir dans des valeurs conformes. Le rapport provisoire réalisé suite à l'intervention montre un résultat conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/06/2016, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, fréquence de contrôle

#### Prescription contrôlée :

Le programme de surveillance des émissions des installations de co-générateur mentionnée au point 4.2.6. est réalisé aux fréquences suivantes :

- Trimestrielle pour les paramètres suivant : Débit, O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> ou équivalent NO<sub>2</sub>
- Annuelle pour les autres paramètres

#### Constats :

L'exploitant réalise des mesures à fréquence trimestrielle pour le suivi des émissions du moteur de cogénération en SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub>, les autres paramètres sont mesurés de façon semestrielle. La fréquence de contrôle prévue par l'arrêté est respectée. Le dernier rapport de visite complète date du 4 août 2025 et le rapport précédent a été réalisé le 20 mai 2025 (campagne trimestrielle)

**Type de suites proposées :** Sans suite